

SYNDICAT DÉPARTEMENTAL CGT DES PERSONNELS ACTIFS ET RETRAITÉS DU DÉPARTEMENT DU VAUCLUSE



SERVICE PUBLIC BRADE USAGERS EN DANGER APRES LA REORGANISATION/CASSE DU CENTRE ROUTIER DE PERTUIS : A qui le tour ?

Nombreux en grève et solidaires Au rassemblement à l'Antenne de LAURIS Le Mardi 19 Février 2019 à 9h00

REORGANISATION DU CENTRE ROUTIER DE PERTUIS:

La réorganisation voulue par le Président du Département 84 et instiguée par le Directeur des Interventions et de la Sécurité Routière, ancien chef de l'Agence routière de Pertuis ne pourra pas répondre à l'exigence et au rendu d'un service public de qualité. La raison principale est qu'avec un effectif réduit (6 et 7 agents par centre) et sans possibilité de regrouper les équipes de Lauris et de Pertuis, les agents ne pourront plus exécuter la majorité des tâches qu'ils ont toujours faites (curage des fossés, dérasement d'accotements, viabilité hivernale, astreintes, patrouilles).

Ces missions seront fortement réduites et en conséquence cédées aux entreprises privées. Quel sera le coût pour le Département, et donc pour les citoyens vauclusiens ? Cette réorganisation a été imposée aux agents de Pertuis.

Dès son annonce, les agents de Pertuis, à l'unanimité se sont prononcés CONTRE (trajets Aller/Retour et changement de résidence administrative vers Cavaillon pour la moitié des agents).

Dans ce dossier, les représentants du personnel, notamment ceux du CHSCT, ont été une nouvelle fois écartés.

Pire, Le Président du CD84 exprimait, dans un article de presse, sa volonté, notamment de « recadrer des équipes dont des comportements sont préjudiciables au service public... ».

Les agents affirment le contraire et indiquent qu'ils ont toujours répondu présents, effectuant toutes les tâches de Service Public en respectant les décisions imposées et ce, avec les moyens matériels dont ils disposent.

Les personnels et la CGT veulent informer la population du Sud Lubéron que la perte de ces emplois et la réduction de ces missions seront importantes et que les conséquences de cette réorganisation seront constatées tôt ou tard par les usagers de la route et par les citoyens vauclusiens.

Cette réorganisation ne permettra pas de rendre un Service Public plus satisfaisant. L'ensemble des Maires et des Conseillers municipaux des communes concernées prennent le risque de cautionner les décisions du Conseil Départemental dans la fragilisation du Service Public aux usagers et à la population, dans la lignée des politiques menées au niveau national.

TOUS ENSEMBLE LE MARDI 19 FEVRIER 2019 A LAURIS A 9H00. La presse est convoquée.